

A FONDS PERDUS LOIN DU MONDE...

Le rétablissement des équilibres macroéconomiques, à la faveur de l'embellie financière, semble remettre les compteurs à zéro sans garantir un impact durable, au-delà de trois-cinq ans (selon les sources) sur les déterminants de conjoncture (contexte international et crise financière, demande sociale, pression sur les importations, notamment alimentaires).

Pour l'instant, le baromètre n'affiche rien de grave, mais jusqu'à quand et, surtout, à partir de quel seuil de prix du pétrole ?

En termes de leviers, les liquidités monétaires sont en hausse (+ 27% de 2007 à 2008), avec toutefois des risques inflationnistes non négligeables et l'épargne intérieure représente 40% du PIB. Ces liquidités sont affectées par une inflation qu'on a de la peine à chiffrer avec exactitude. Des sources concordantes l'établissent à 4,8% — 4,2%, selon M. Laksaci — (contre un taux projeté de 3,5% par la loi de finances 2008), du fait de l'augmentation des dépenses publiques et de l'inflation importée (par les biens alimentaires et d'équipements). Elle est supérieure de 1% par rapport à son niveau de 2006 et reste, de l'avis du ministre des Finances, M. Djoudi, «contenue» parce que l'Etat intervient pour amortir l'emballement des prix.

Pour avoir une idée de l'impact de l'inflation importée, le discours officiel met en équation les prix des

mêmes quantités importées il y a un an : plus 10% en volume et 20% en valeur. Il se manifeste également une tension sur les prix des produits alimentaires de base (+9,3%). Les crédits à l'économie ont crû de 5,15% au cours du premier semestre 2008 (contre 12,16% en 2006 et 15,22% en 2007). Ces crédits atteindraient 2.324 milliards de dinars. Les banques publiques en sont le principal allocataire. Leurs fonds propres ont connu une croissance en hausse du fait de leur assainissement, de la réévaluation de leurs actifs et des résultats positifs qu'elles ont enregistrés en 2007 : le retour sur capital ou investissement a ainsi évolué de 3% en 2003 à 25% en 2007 (de 25 à 27 pour les banques privées). Les grands projets (eau, électricité, transport, pétrochimie) sont financés par des groupements de banques.

La situation du Trésor est étroitement liée à celle du Fonds de régulation des recettes (FRR) qui, de l'avis du gouverneur de la Banque d'Algérie, exprime «la capacité d'épargne financière nette du Trésor, donc de l'Etat (...), apporte des disponibilités de financement et permet d'envisager le moyen terme avec sérénité». Il est constitué des excédents pétroliers (au-delà du seuil de 37 dollars le baril).

D'un montant de 4047 milliards de dinars à fin juin 2008, il finance la réduction de la dette interne et le déficit du Trésor. En effet, il est

essentiellement utilisé pour la réduction de l'endettement public, ramené à un niveau «soutenable».

Si le prix du baril descend à son niveau actuel de péréquation (37 dollars) sur une période de quatre ans, M. Djoudi anticipe «un statu quo avec un même niveau de dépenses et de financements». A 65 dollars, il assurerait le financement total des équilibres actuels sur une période de cinq ans, sans affecter le montant des réserves du FRR. Pour une fourchette large, de 78 à 100 dollars le baril de pétrole, il recommande «une expertise financière». Par ailleurs, on ne souligne pas assez deux trends, même s'il reste à mesurer leur impact réel, le premier pour freiner l'érosion des couches moyennes, le second pour consolider la stabilité sociale :

- Au titre des dépenses de fonctionnement, les rémunérations absorbent la part du lion (1000 milliards DA), suivies du soutien des prix de première nécessité (200), du financement des hôpitaux (176), des EPIC-EPA, réduction dette publique.

- Les transferts sociaux participent à la formation du taux de rigidité budgétaire (composé des salaires et de la dette publique). Ils sont de 1083 milliards de dinars en 2008, soit 13,60% du PIB (contre 7,85% en 1999) et 22,15% du budget de l'Etat.

Une gestion lourde qui invite l'Etat à réoccuper les hauteurs dominantes de l'économie. M. Sid Ahmed

Boukrami, commissaire général au plan et à la prospective économique, plaide pour l'existence d'une vision dynamique jumelée avec une politique économique, avec des objectifs hiérarchisés de long terme et des modalités «convenues» de mise en œuvre. Son appel s'accorde parfaitement avec d'autres lectures empreintes de lucidité comme celle de l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, Abderrahmane Hadj Nacer, ou de l'ancien ministre des Finances du gouvernement des réformes, Ghazi Hidouci. Le premier constate, dans un entretien avec notre confrère d'El Watan, El Kadi Ihsane, que la crise financière mondiale a mis à nu la faiblesse de «l'anticipation stratégique» de l'Algérie. M. Hadj Nacer déplore que l'Algérie ne se soit pas donné, depuis trois ou quatre ans, les instruments financiers pour profiter des opportunités qui se sont ouvertes avec la dévalorisation des patrimoines, prendre des actifs technologiques à l'international et «acheter du temps en transférant les capitalisations de savoir-faire que nous avons perdues». Il propose qu'une réflexion stratégique soit organisée dans le pays face à «la guerre de position que la crise annonce». «Nous achevons probablement un cycle long de Kondratieff. Au-delà de la renégociation internationale en cours, il nous faut une réflexion stratégique sur le long terme. L'Etat doit impulser un

cadre pour cela. Nous devons donner un territoire à la nouvelle croissance et un nouveau contenu.»

L'ancien ministre des Finances (1989-1991) dans le gouvernement Hamrouche, Ghazi Hidouci, est tout aussi sceptique. Dans un récent échange avec Fayçal Anseur, pour le nouveau site www.algeriefocus.com, il estime que «le discours, rare, mais surtout l'agitation de terrain, se manifestent par un mélange hétéroclite de recettes toutes faites sans idées directrices et sans cohérence, autoritarisme sénile et capricieux bloquant tout débat, toute perspective de mouvement et ruinant la confiance des acteurs économiques nécessaire à la production et au fonctionnement des marchés (...)

«Résultats : aucune lisibilité, donc absence de crédibilité interne et externe et perte de confiance des acteurs économiques ; c'est ce que les Algériens traduisent par économie en panne : une industrie publique et privée moribonde, des activités agricoles contrariées par un environnement commercial et financier hostile, le pouvoir d'achat des revenus fixes détruit par des prix alignés sur l'importation et une monnaie anormalement dévaluée, tout cela se traduisant par l'affairisme nocif, le creusement des inégalités et la multiplication des drames sociaux... l'accumulation de mauvaises réserves... Je ne perçois l'existence ni d'un modèle économique libéral,



Par Ammar Belhimer
ambelheimer@hotmail.com

ni dirigeant, ni par conséquent des signes de changement. J'ai dit qu'on faisait n'importe quoi dans le désordre et qu'il est difficile d'y discerner du sens. J'ai plutôt le sentiment que nous nous éloignons, ce faisant, de plus en plus du monde en mouvement, ces pays émergents qui se mettent à compter aujourd'hui et dont nous aurions pu faire partie. Quant au monde dominateur en crise, nous nous y amarrons, plutôt comme une colonie docile, fournissant du pétrole et sous-traitant sa gestion économique, mais aucunement comme partenaire. On est donc loin du risque que cela puisse nous faire du mal comme dans la Russie d'Eltsine. Le mal de ce type est déjà fait, et à l'inverse de la Russie de Poutine, qui s'en sort plutôt bien, nous continuons de nous enfoncer dans la régression.» Et elle risque de ne pas être féconde cette fois.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



UNE SEULE RÈGLE, CELLE DE LA MEUTE !

... Un poète au gouvernement. Qui a dit que la...

... poésie ne nourrissait pas son homme ?

Oh ! Ils sont gentils ! Ils viennent de nous jeter un beau nonoss. Et ils voudraient que nous jouions avec. Comme c'est généreux ! Sauf que là, franchement, le jeu qui consiste à deviner qui sera vice-Premier ministre ne me botte vraiment pas. Mais que voulez-vous que j'en batte de savoir si Belkhadem sera vice-Premier ministre, si la proposition lui a été faite ou s'il a déjà refusé une offre qui ne lui a jamais été soumise ? Même chose, même tarif pour Aboudjerra Soltani. Ma lecture politique de ce gars-là a pris fin le jour où on l'a fait sortir de ses braseros, de ses b'khour pour le propulser chef de parti. En fait, il faut oublier le concept même de lecture politique. Il n'y en a pas. Car ce n'est pas la politique qui anime la gouvernance chez nous. Comme il n'y a rien de politique — au sens noble du terme — dans le limogeage de Boukerzaza et son remplacement par le RND Mihoubi. Mieux ! Il n'y a aucune explication rationnelle, au sens étymologique du mot «rationnelle» ! Il n'y a que les motifs que s'est solidement bâtis le système. Evoluer en meute.

Partager le butin. Guetter le plus affaibli pour le laisser en marge, l'abandonner au moment «T». Veiller aux équilibres de la chasse. Ressouder les rangs de la meute afin d'éviter les attaques extérieures. Squatter les points d'eau et les zones à proies. Veiller jalousement sur les portées, car les petiots et les petiotes garantissent la pérennité de la meute. Lâcher un peu de lest, lorsqu'il faut en lâcher. Resserrer les vis et mordre lorsqu'il faut mordre. Des conflits peuvent éclater au sein de la meute, mais la sacro-sainte règle est simple : les conflits, quels qu'ils soient, ne doivent pas, ne doivent jamais, en dernière instance mettre en danger l'existence même de la meute. On peut se mordre les mollets. On peut même s'arracher quelques lambeaux de peau. Mais ne jamais aller à l'affrontement final. On ne se combat pas dans la meute. On rééquilibre. C'est tout. Et comme dans toute chasse, pour assurer la tranquillité de la meute, ces chefs du moment tiennent éloigné tout étranger à la meute. En lui lançant des leurres, des restes déjà bouffés par les vers. Comme cette histoire de vice-présidents. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

CITROËN Trois Citroën C1 à gagner !
et une pluie de cadeaux

Des prix fous
Des assurances tous risques d'un an offertes
Des financements adaptés
Et plus encore...

*Jeu réservé à toute personne présentant commande et livraison du 1 novembre au 31 décembre 2008

C4	C4	C3
1 490 000 DA	1 490 000 DA	1 090 000 DA
1 490 000 DA	1 490 000 DA	1 090 000 DA

*Pour tout achat d'une Citroën, participez au tirage au sort afin de gagner l'une des trois Citroën C1 mises en jeu !

Nouvelle taxe incluse

En collaboration avec Cetelem, bénéficiez d'un financement immédiat
OFFRE VALABLE DANS TOUT LE RÉSEAU CITROËN ALGÉRIE

CITROËN